

DEBAT NATIONAL

CONTRIBUTION COLLECTIVE DE L'ASSOCIATION ASEL

Cette contribution est le fruit de deux heures de débat entre une trentaine de participants, tous membres de l'Association de Sauvegarde de l'Environnement du pays de Lalbenque, le vendredi 25 janvier.

DOLEANCES AU NIVEAU NATIONAL :

DEMOCRATIE :

Favorable au R.I.C essentiellement au niveau local... mais sans révocation possible des élus et des lois déjà votées par le Parlement. Pas de détricotage des lois. Pas de retour des élus à la maison. Demande de référendums au niveau national sur des sujets de société mais sur la base d'une demande populaire très conséquente.

Diminution du nombre des députés de l'Assemblée Nationale à 400 élus dont la moitié élus à la proportionnelle.

Instauration d'un quorum obligatoire de députés présents à l'Assemblée pour que le vote soit reconnu et effectif. Ce quorum pourrait être fixé à la moitié des élus. Ceci pour ne plus voir des lois votées par une vingtaine de députés comme la fusion des tribunaux d'instance et de grande instance la semaine dernière. 22 députés présents : 15 pour et 7 contre !!!

Demande de moralité et d'éthique pour chaque élu.

Etablir un statut de l'élu pour qu'il puisse retrouver son emploi à la fin de son mandat électif.

Non cumul des mandats à plus de deux mandats en même temps et limitation du nombre de mandats consécutifs à deux mandats seulement.

Non éligibilité des hauts fonctionnaires.

Prise en compte du vote blanc : si 50 % de votes blancs, le scrutin est annulé.

Pas de travail de nuit pour les députés.

Décalage des élections présidentielles et législatives pour éviter une assemblée le plus souvent identique à la majorité du président élu quelques semaines plus tôt.

Obligation d'avoir déjà fait un mandat d'élu dans une collectivité de base pour pouvoir se présenter à des élections départementales, régionales, européennes et présidentielles. Ceci afin d'éviter la situation de la chambre des députés actuelle composée de beaucoup d'élus venant de la société civile et qui ne connaissent pas les réalités de terrain. Même obligation pour le président :

Emmanuel Macron n'a jamais été élu avant son élection de 2017.

Suppression du Sénat avec des sénateurs élus sur le mode du suffrage censitaire, autrement dit par des grands électeurs...une institution qui témoigne des vieilles pratiques du 19^{ème} siècle. Cette chambre supprimée serait remplacée par une chambre composée de 400 personnes (même nombre que les députés) tirées au sort au niveau national avec plusieurs représentants de chaque département.

Stage d'immersion civile obligatoire pour les gens qui se destinent à la politique.

Instauration d'une proportionnelle intégrale pour les élections municipales. Avec une telle règle, le conseil municipal de Lalbenque aurait eu, par exemple, 10 élus de la liste Pouget, 6 élus de la liste Nodari et 3 élus de la liste Pasquier...au lieu de 15 pour la liste Pouget, 3 pour la liste Nodari et un seul élu pour la liste Pasquier.

FONCTIONNEMENT DE L'ETAT :

Economies sur le budget de l'Etat en s'appuyant sur les conclusions des analyses de la Cour des Comptes qui soulignent souvent les gabegies de l'Etat. Les avis de la Cour des Comptes doivent avoir un effet coercitif.

Prise en compte de l'Ecologie au sens large du terme comme priorité absolue de tous les ministères...ce qui conduirait à l'abandon du ministère de l'Ecologie souvent considéré comme un faire-valoir.

S'opposer au monopole de l'ordre des médecins et accepter les différentes approches de soins avec des thérapies non officielles.

Aller vers toujours plus de décentralisation.

Instauration d'un Revenu Universel à titre expérimental sur plusieurs territoires choisis.

Suppression des revenus colossaux et autres divers avantages des anciens présidents de la qualité de vie.

Favoriser le développement des écoles rurales et alternatives.

Bonification de quelques trimestres supplémentaires pour la retraite en faveur des responsables d'associations qui ont accepté bénévolement de lourdes charges dans l'intérêt général.

Dans les règles de passations de marchés public, rajouter un critère local de proximité pour le choix des entreprises. La règle de 60 % pour le prix et de 40 % pour l'aspect technique ne tient pas compte de la proximité des entreprises pour l'activité économique locale et pour les services après-vente.

Indexation des retraites sur l'inflation et le coût de la vie.

FISCALITE :

Incitation au consentement à l'impôt sur le revenu pour TOUS les citoyens avec une très faible participation pour les classes les plus pauvres afin que chacun se sente acteur de l'effort national... et non pas simple détenteur de droits.

Augmentation du nombre de tranches d'imposition (actuellement quatre de 14 % à 45 %) et création d'une tranche supplémentaire à 55 % pour les revenus les plus élevés.

Taxation du kérosène pour les avions et du fuel lourd pour les cargos et les porte-containers.

Frais de succession proportionnels à l'importance du patrimoine transmis. Actuellement 20 % au-delà des premiers 100 000 euros. Les taux pourraient augmenter par tranches à partir de 500 000 euros.

Mettre en place la taxe Tobin sur les transactions financières.

Renforcer le pôle financier pour traquer efficacement les tricheurs dans les paradis fiscaux, en particulier dans certains Etats européens.

Mettre en place un plan d'action pour aller chercher les 65 milliards de fraude fiscale avec les moyens techniques et humains à mettre en place sur 3 ans pour aller les chercher.

Séparer vraiment les banques d'affaires des banques de dépôts.

Taxation des robots et des GAFA

Réduire voire supprimer les niches fiscales.

Rétablissement de l'ISF

JUSTICE SOCIALE :

Légiférer sur la redistribution honteuse des dividendes dans les entreprises privées.

Limitation de l'éventail de l'échelle des salaires dans les entreprises privées (parfois de 1 à 500) et la même chose pour les hauts fonctionnaires.

RURALITE :

Préservation des services publics.

Favoriser les commerces de proximité.

Revitaliser les centre-villes et centre-bourgs en luttant contre l'installation de grandes surfaces et de galeries marchandes à la périphérie.

Dans le domaine de la chasse, rétablir l'ancien prix du permis de chasse et interdire la chasse le dimanche.

Lutter contre l'hyperdéveloppement des grandes métropoles

Réouverture de 500 petits abattoirs de proximité.

Stopper les achats de terres par de grandes multinationales étrangères.

Limitation drastique des terres agricoles par l'urbanisation anarchique ou par mitage.

Lutter contre la désertification médicale.

ECOLOGIE :

Grand plan Marschal de l'Ecologie au niveau national et européen : énergies renouvelables, isolation des bâtiments et préservation de l'environnement.

Développer les territoires à énergie positive.

Lutter contre l'artificialisation des sols.

Interdiction de construire de nouveaux EPR

Favoriser l'alimentation bio dans les cantines en achetant local.

Généralisation de la photovoltaïsation des toitures et des murs sur les maisons particulières ainsi que la récupération d'eau de pluie.

Création de territoires à zéro pesticides avec interdiction d'importations étrangères de productions animales et végétales traitées au Round'up. Cette situation crée, de facto, une distorsion de concurrence entre pays produisant avec ou sans pesticides.

Enseigner les bases de l'agronomie dans les écoles primaires.

Repenser le système d'aides à la transition écologique qui incitent souvent les entreprises à augmenter leurs tarifs.